Le Conseil,

Vu le rapport du 20 mars 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous soumetts un dossier relatif à la réhabilitation intérieure de 310 mètres de collecteur unitaire visitable ovoïde T 180, rue Tête d'Or (du boulevard des Belges à la rue Tronchet) à Lyon 6°.

Le devis estimatif des travaux s'élève à la somme de 1 900 000 F HT se décomposant ainsi :

- montant des travaux soumis à concurrence	1 683 066,50 F
- prestations chantiers propres	16 933,50 F
- déviation des réseaux	100 000,00 F
- somme à valoir pour imprévus, variation des prix et coordination	100 000,00 F
- montant total HT	1 900 000,00 F
- TVA 20,60 %	391 400,00 F
- montant total TTC	
actualisation comprise	2 291 400,00 F

Cette opération comprendrait la réalisation de 310 mètres de réhabilitation intérieure d'un collecteur visitable ovoïde T 180 ainsi que la reprise du raccordement des 64 branchements existants. Elle permettrait de renforcer la structure et l'étanchéité de l'ouvrage et d'améliorer l'hydraulicité. De plus, ces travaux engendreraient une réduction sensible du coût d'utilisation.

Les eaux pluviales représentent environ 60 % de la capacité du collecteur.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 13 janvier 1997 ;

B - Propose d'accepter le dossier qui lui est soumis, de l'autoriser, d'une part, à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement ainsi qu'à accomplir tous les actes afférents au marché, d'autre part, à solliciter l'aide de l'Agence de l'eau et à signer la convention à intervenir, enfin de fixer le mode d'exécution des travaux ainsi que l'imputation de la dépense ;

C - Précise que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 279 et 295 à 298 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide :

a) - de confier ces travaux à une entreprise spécialisée, désignée à la suite d'un appel d'offres ouvert sur rabais, conformément aux dispositions des articles 279 et 295 à 298 du code des marchés publics,

b) - que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à :

a) - accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement ainsi qu'à accomplir tous les actes afférents au marché,

b) - solliciter l'aide de l'Agence de l'eau et à signer la convention à intervenir.

4° - La dépense de 1 900 000 F HT sera prélevée sur les crédits du budget annexe de l'assainissement - budget primitif - compte 238 510 à concurrence de 1 500 000 F HT inscrits sur l'exercice 1997 et 400 000 F HT à inscrire sur l'exercice 1998 - fonction 2222 - affaire 0122-002-738 -

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,